La démonstration de Montreux

Tribune – Edito – Ndimby A. – 25/10/10

De New-York (septembre 2009) à Montreux (octobre 2010), les sommets internationaux se suivent et se ressemblent pour le régime hâtif. Présent à la cérémonie d'ouverture du [XIIIème sommet de l'Organisation internationale de la francophonie \(OIF\)](#) à Montreux (Suisse), l'ambassadeur malgache en poste à Genève Rajemison Rakotomaharo a été invité par la Présidente de la Confédération helvétique Doris Leuthard à quitter la salle après les discours et avant le début des travaux. (Voir ici la [vidéo de la Télévision Suisse Romande](#)).

Je me demande d'ailleurs pourquoi SEM Rajemison a cru bon d'aller assister à une telle rencontre, alors que l'OIF avait officiellement suspendu Madagascar (et la Guinée) pour cause de coup d'État. Doris Leuthard a souligné dans son discours que « *coups d'État et Francophonie sont désormais incompatibles* », et a appelé « *à une restauration rapide de l'État de droit dans les pays suspendus* » par l'OIF. Sur le plan diplomatique, le régime de la transition actuelle a une fois de plus payé à Montreux les limites de sa vision unilatérale. Sur le plan personnel, SEM Rajemison paye son plaisir à assister aux réunions internationales pour tenter de faire croire que la reconnaissance du pouvoir de transition est en marche. L'exemple le plus récent est la forte médiatisation organisée dans la presse malgache au sujet de sa participation à la conférence des plénipotentiaires de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) à Guadalajara (Mexique) en octobre dernier. Cela apprendra au moins à cet ambassadeur qu'il y a une différence entre une organisation politique (comme les Nations unies, l'OIF ou l'Union africaine) et une organisation technique (IUT, FAO, OMS, UNESCO etc). Aucune raison donc de se gargariser d'une présence dans une réunion technique, car c'est au niveau des plateformes politiques que les choses sérieuses se jouent. Et à force de se complaire dans les effets de manche et de propagande pour annoncer un début de reconnaissance internationale dès qu'un *vazaha* montre le bout de son nez dans les couloirs d'Ambohitsorohitra, ou quand un dignitaire de la transition fait un petit pas à l'extérieur, Andry Rajoelina et ses complices finissent par prendre leurs désirs pour des réalités. Avant que la réalité ne se rappelle à eux.

Le problème d'Andry Rajoelina et de son entourage est la persistance d'un autisme chronique sur le plan politique. Pour la énième fois, rappelons ce que disait Albert Einstein : « *La folie est de toujours se comporter de la même manière et de s'attendre à un résultat différent* ». Cette citation a tellement déjà été reprise dans ces colonnes que les acteurs du régime de transition actuel devraient la connaître par cœur, aussi tentés qu'ils puissent lire et comprendre autre chose que des articles cire-pompes à leur gloire. Je rappelle également ce que j'avais écrit dès le 20 mars 2009 (soit 3 jours après le fameux 17 mars) dans l'éditorial [Mauvais départ pour Rajoelina](#) : « *Andry Rajoelina est donc obligé de composer avec la communauté internationale, et devra se méfier de ses ailes extrémistes qui vont tenter de lui faire croire qu'il peut passer outre. Il a eu l'ambition de rentrer dans le cercle des grands de ce monde, mais a choisi des raccourcis peu recommandables. Il faut donc qu'il comble l'écart, car ce n'est pas aux principes des relations internationales de s'adapter à Andry Rajoelina, mais bien le contraire. Et contrairement aux ordonnances, ces principes ne peuvent bénéficier de l'appui des fusils du CAPSAT* ». La situation que nous vivons plus de 18 mois après montre la pertinence de l'avertissement contenu dans ces lignes. Et pour tous ceux qui s'intéressent aux relations entre Andry Rajoelina et la communauté internationale, je me permets de recommander la lecture de l'éditorial [Le bidon et le pipeau](#) publié en juillet 2009 après la bérézina hâtive à Bruxelles devant l'Union européenne.

L'aventure genevoise de SEM Rajemison est un signal clair de la communauté internationale envoyé à destination du pouvoir de transition, à quelques semaines de ce projet grotesque de référendum constitutionnel du 17 novembre 2010. Ce camouflet montre le poids pris par le groupe africain dans la gestion de la crise malgache. Après avoir pu empêcher le discours de Andry Rajoelina lors de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2009, puis agi dans les couloirs de New York pour dissuader la délégation malgache conduite par le vice-amiral Hyppolite Ramaroson de prendre la parole lors de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2010, ce groupe est à présent arrivé à mettre fin à la marge de tolérance téléguidée par la diplomatie française envers Andry Rajoelina.

Montreux marque donc un nouveau tournant. Et même si le régime de transition continue à penser que son forcing nombriliste finira par l'emporter à l'usure, elle ferait bien d'étudier la recomposition du paysage

politique qui se dessine lentement, et pas nécessairement à son avantage. On citera dans le désordre : le retour de Tantely Andrianarivo en préparation de l'arrivée de Didier Ratsiraka ; l'effritement de la plate-forme de l'Union des démocrates et républicains pour le changement (UDR-C) avec le départ du parti AVI ; l'ampleur prise par Raymond Ranjeva comme solution alternative dans les milieux intellectuels et la société civile ; la prise de position contre la tenue du référendum par le MDM de Pierrot Rajaonarivelo ; le courage pris par certains citoyens devant la défection de la classe politique et de la société civile pour organiser la riposte au rouleau compresseur pro-ENY en vue du référendum constitutionnel ; et la perte d'influence de ceux qui soutiennent la transition dans sa configuration actuelle au sein des sphères diplomatiques. Andry Rajoelina et sa clique n'ont pas su comprendre à sa juste mesure le discours de l'ambassadeur français Jean-Marc Châtaignier lors du 14 juillet 2010, qui annonçait déjà [un coup de froid pour les hâtifs](#).

L'anecdote de Montreux peut également être comprise comme un soutien aux tentatives de la Coordination nationale des organisations de la société civile (CNOSC) d'organiser une rencontre entre les quatre mouvances, voire une conférence nationale qui serait inclusive et consensuelle. Une nouvelle réunion du Groupe international de contact à Addis-Abeba serait également dans l'air.

On assiste donc actuellement au déroulement de deux logiques. La première est celle des putschistes : faire fi de la communauté internationale, dont on se passerait des financements qui seront compensés par le bois de rose et l'argent de WISCO, et persister dans une voie dont l'unilatéralisme sera maquillé par quelques revirements d'anciens légalistes. La seconde est celle qui préconise une transition consensuelle bâtie sur une médiation malgacho-malgache menée par le CNOSC, avec le soutien de la communauté internationale.

Pour en revenir au sommet de la Francophonie à Montreux, on ne peut que ressentir une amertume en se souvenant que l'organisation de cette rencontre était prévue à Madagascar, qui aurait pu bénéficier de retombées touristiques, médiatiques, diplomatiques et économiques au même titre que pour l'organisation du Sommet de l'Union africaine en juin 2009 [1]. L'humiliation subie par le représentant malgache n'est donc que justice, et peut être considérée comme une réaction pertinente de la part de l'OIF. Et même si elle est minime et symbolique, elle venge ceux qui ont perdu leurs emplois, leurs entreprises, leur sérénité, voire leurs vies, à cause de ce coup d'état.

SEM Rajemison aurait d'ailleurs gagné à se renseigner sur Montreux avant d'y aller. Cette municipalité suisse est en effet une ville connue pour deux festivals : celui [en l'honneur du jazz](#) (juillet) et un consacré à [la comédie](#) (décembre). Mais en l'honneur du régime putschiste de Madagascar, on a assisté à une fusion de ces deux événements en octobre : ça a swingué pour le représentant malgache, et sa mésaventure a bien fait rire les légalistes. Comme quoi, le chiffre 13 peut porter malheur.

Notes

[1] Le Congo, candidat malheureux face à Madagascar pour 2009, s'est vu attribuer l'organisation du prochain sommet de l'OIF en 2012.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/La-demonstration-de-Montreux,14957.html>